



IMPORT-EXPORT

Les pays africains invités à accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf

CEMAC-CEA

Vers le renforcement de partenariat pour accélérer l'industrialisation des États membres

Ce 1er juillet à Malabo, en Guinée équatoriale, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) ont entamé une « retraite de travail » sur le thème : « Engagement commun pour accélérer l'industrialisation et la diversification des économies de la Cemac ». Cette rencontre, qui court jusqu'au 4 juillet prochain, vise à renforcer leur partenariat en vue de stimuler l'industrialisation et la diversification économique au sein de la sous-région (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA).



CELEBRATION DE 75 ANS

UBA continuera à soutenir les entreprises et les économies Africaines

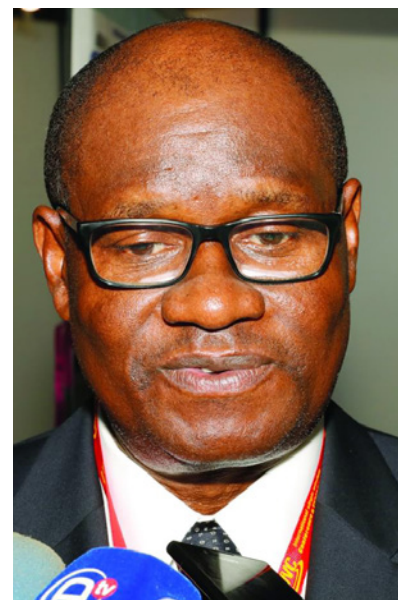
Célébrant les 75 ans d'activité d'United Bank for Africa (UBA), le directeur général du groupe bancaire panafricain, Oliver Alawuba, a déclaré que la banque continuerait à soutenir la croissance des entreprises et des économies en Afrique.



BUSINESS

« Le but de notre présence au FIAD 2024 est opérationnel » Isidore Biyiha, DiG du GUCE

Le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, chargé de la Planification, Paul TASONG, conduit une délégation camerounaise au Maroc, dans le cadre de la 7ème édition du Forum International Afrique Développement (FIAD), tenu à Casablanca, du 27 au 28 juin 2024. Plus de 200 entreprises camerounaises ont fait le déplacement. A l'image de ces sociétés venues à la conquête des marchés, l'on note la présence du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE).



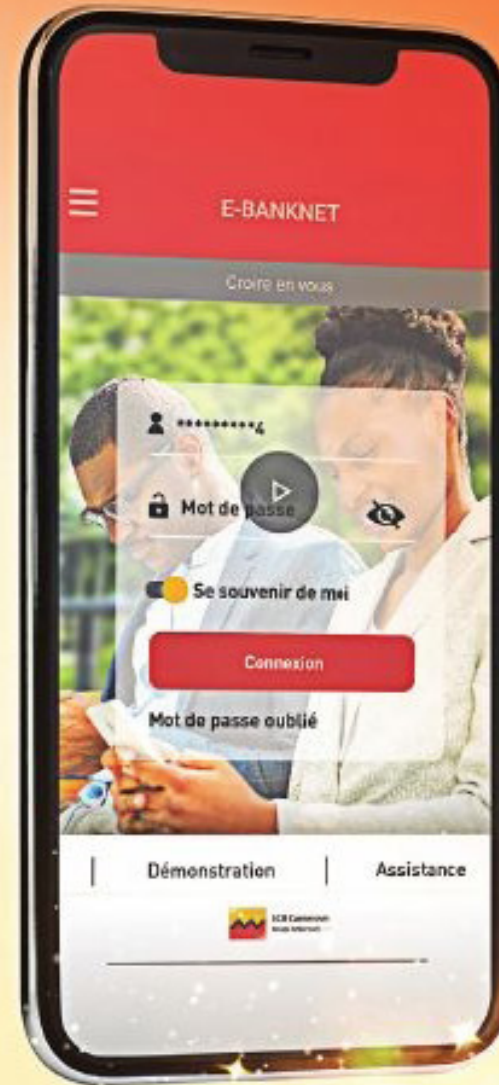


SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

E-Banknet

INSTANTANÉE + ERGONOMIQUE



 www.scbcameroun.net

 [scbcameroun](#) -  [scbcameroun](#)



CEMAC-CEA

Vers le renforcement de partenariat pour accélérer l'industrialisation des États membres

Ce 1er juillet à Malabo, en Guinée équatoriale, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) ont entamé une «retraite de travail» sur le thème : «Engagement commun pour accélérer l'industrialisation et la diversification

Organisée dans le cadre de l'opérationnalisation du Consensus de Douala adopté en septembre 2017 à la suite de la 33e session du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) de l'Afrique centrale sous le thème : «*Made in Central Africa : du cercle vicieux au cercle vertueux*», cette initiative illustre la volonté commune des deux institutions d'accélérer la diversification économique de la sous-région «à travers la promotion d'une industrialisation axée sur les ressources naturelles et tirée par le commerce» intra-régional, selon Jean-Luc Mastaki, directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA.

Pour concrétiser ces ambitions, la CEA a soutenu la Cemac dans l'élaboration et l'adoption du Plan directeur d'industrialisation et de diversification économique de l'Afrique centrale (PDIDE-AC). Ce plan vise à établir des chaînes de valeur régionales de haute qualité et à développer des zones économiques spéciales innovantes. Néanmoins, la Cemac est confrontée à plusieurs défis persistants, notamment une faible intégration dans la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), une dépendance élevée aux importations de produits de base tels que la viande, le poisson, le riz et les hydrocarbures, ainsi qu'un commerce

intrarégional limité (évalué à 2,8% avant la survenue de la pandémie de Covid-19). Selon les données de l'International Trade Statistics, les pays de la Cemac ont dépensé plus de 2 780 milliards de FCFA dans ces importations en 2018, une situation exacerbée par les impacts de la Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Avec l'avènement de la Zlecaf, l'Afrique centrale est appelée à accélérer son développement industriel pour capitaliser sur cette vaste opportunité économique. Actuellement, les exportations de la région sont dominées par les produits de base représentant 91% du volume de marchandises, tandis que les produits manufacturés stagnent à moins de 9%, selon la Cemac. La stratégie industrielle commue vise ainsi à faire de l'Afrique centrale «*une base de défense manufacturière de classe mondiale pour la transformation sur place des produits stratégiques et minéraux critiques, une plaque tournante de solutions énergétiques, logistiques et écologiques, un hub régional de recherche et d'innovation axé sur l'intégration et le partage des cerveaux et intelligences, des données et logiciels, des technologies et savoir-faire stratégiques*».

Charles Assamba Ongodo, vice-président de la Commission de la Cemac, a mis en



L'Afrique centrale est appelée à accélérer son développement industriel pour capitaliser sur cette vaste opportunité économique

avant, lors de l'ouverture des travaux, l'importance de cette retraite de travail pour notamment identifier les domaines de coopération «*critiques*» en vue de la mise en œuvre du PDIDE-AC (la stratégie d'industrialisation de la Cemac) et la stratégie régionale Zlecaf. Jean-Luc Mastaki de la CEA a exprimé sa confiance

dans le fait que cette rencontre jetterait les bases d'un partenariat solide entre la Cemac et la CEA, concrétisé par un projet de memorandum d'accord et une matrice d'actions prioritaires conjointes.

André Noir

MON YAMO ECO

Business rime avec sagesse

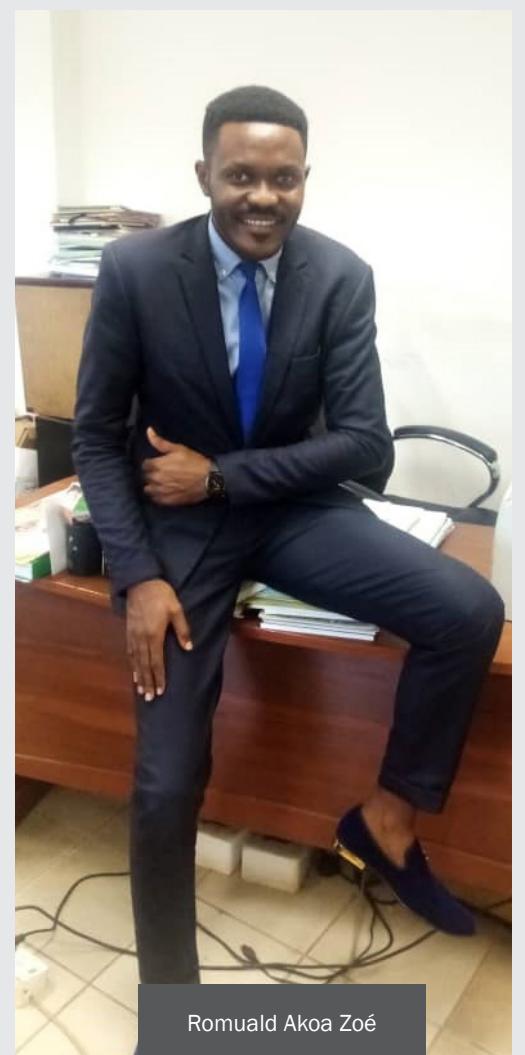
Entre «*mboutoukou*», sans sagesse, c'est pas bon pour le business. Voilà des «*gars comme ça*», des chauffeurs qui devaient «*chauffer les bancs*» dans leurs agences de voyages mais à qui on a permis de «*jouer avec la vie*» des passagers ! Résultats : une série d'accidents de circulation a coûté la vie à diverses personnes au cours du mois de juin 2024 au Cameroun. Ces conducteurs-là ignorent que l'ignorance est un «*démon*» à qui on doit exiger de sortir de ce corps des affaires impacté par diverses pertes en vies humaines, psychologiques, matérielles et financières. L'ignorance rime avec l'inconscience. Aïe ! Je suis un poète ! Mais il n'y a aucune poésie dans le cœur quand des spécialistes te disent que plus de 90 % des accidents de circulation sont causés par des humains eux-mêmes, des «*jo*» inconscients, des gars qui conduisent comme s'ils avaient fumé dix kilos de «*banga*» (cannabis) ! Ils devraient appliquer les valeurs du code de la route et déchirer «*leurs codes de la déroute*». Vitesse excessive, conduite en état d'ivresse, fatigue, sommeil, non-respect des distances, usage du téléphone portable au volant, inattention...Est-ce que ce sont les sorciers du village qui t'obligent à faire tout ça ? Hein ? Tu es même comment !

L'ignorance ne pardonne pas aux gens qui manquent de culture générale. Je ne dis pas diplôme oooh ! Je dis culture générale oooh ! Il y a quelques temps, une amie «*grosse diplômée d'une grande école que je respecte*» s'est moquée de moi parce qu'elle m'a trouvé en train de lire «*Réfléchissez et Devenez Riche*», un classique mondiale de l'américain Napoléon Hill. Elle a souri bêtement comme une «*possédée*» et a affirmé qu'on ne devient pas riche en réfléchissant. J'ai aussi souri tendrement et en silence «*en ayant pitié d'elle*» comme on dit au pays. J'avais pitié de cette «*intellectuelle*» de nom qui se condamnait à courir après toutes les opportunités d'argents sans direction, sans sagesse. Elle ignore que même sans avoir fait de longues études, les «*taras*» (modèles) du business comme Victor Fotso, Bill Gates, Françoise Puene «*Mamy Nyanga*» se sont tellement cultivés grâce à la vie et la lecture qu'ils ont compris et intégré les secrets de succès contenus dans le livre qu'elle a dénigré. Un désir ardent, des objectifs précis, une imagination créatrice vive, une foi ardente, une persévérance intense, l'importance d'avoir des modèles, etc. Ces principes sont disponibles et gratuits mais l'ignorance de leur existence coûte cher à la plupart des gens qui estiment

qu'on réussit «*quand on a trempé, quand on est sorcier, quand on est dans les sectes*». Or, c'est plutôt ces ignorants qu'on doit «*tremper*» dans le marigot de la connaissance.

C'est cette même ignorance qui a empêché jusqu'ici diverses micros, petites et moyennes entreprises (Mpme) de percer dans les affaires. Or, elles représentent 98 % des entreprises au Cameroun, selon le Ministère des Finances. Hôtellerie, restauration, transports, commerce de gros et de détail, communications, services aux entreprises, bâtiment...la majorité de ceux qui travaillent dans ces domaines ignorent souvent que l'arrogance éloigne les clients comme s'ils fuyaient la malchance. Dire bonjour ou bonsoir, dire merci, dire s'il vous plait, dire bon appétit, donner un sourire, faire preuve d'écoute et de politesse...beaucoup ignorent que le savoir-vivre permet de valoriser le savoir-faire. Or, ma grand-mère m'a appris qu'il faut être un vrai Salomon pour avoir beaucoup de «*ronds*» et les gérer comme un champion !

Romuald Akoa Zoé,
correspondance particulière



Romuald Akoa Zoé

GOUVERNANCE

FIAD 2024

Des recommandations fortes pour le continent

Au terme des deux journées du Forum International Afrique Développement 2024 tenu du 27 au 28 juin à Casablanca sur le thème « Ici, on investit » et donc l'objectif fondamental était de contribuer à nouer des courants d'échanges et des investissements au niveau du continent, de fortes recommandations ont été adoptées par les organisateurs.



Mohamed El Kettani, Président directeur général du groupe Attijariwafa bank

« S'appuyant sur la générosité intellectuelle et l'expérience terrain des différents intervenants de marque qui ont enrichi nos débats, les différentes plénières qui ont rythmé ce forum, ont mis l'accent sur les enjeux vitaux du continent qui a produit de généreuses recommandations qui seront transcrits, classifiés et mis à la disposition de l'ensemble des acteurs économiques » a indiqué Mohamed El Kettani, Président-directeur général du groupe Attijariwafa bank lors de son discours de clôture du Forum international Afrique Développement.

Parmi ces enjeux, le Président Mohamed El Kettani dit avoir « retenu 4, qui ont particulièrement animés nos échanges et font l'objet des recommandations fortes qui tracent une véritable feuille de route pour le continent ».

Parmi ces recommandations qui s'assimilent à une feuille de route pour la croissance et le développement du continent, on note :

- « La conviction largement partagée d'enclencher un certain nombre de ruptures de paradigme dans une Afrique qui doit impulser son indépendance inédite, dans une ambition des affaires accélérées, dans une réorganisation de ses champs d'approvisionnement et surtout l'inclusion économique et commerciale avec une attention toute particulière sur les jeunes et les femmes ;
- Ensuite l'enjeu de l'intégration et de l'accélération du déploiement d'un cadre constitutionnel à même de servir de force motrice au développement des échanges inter africains et de stimuler d'avantage la croissance du Continent. Cette dimension sera une avancée majeure avec l'opérationnalisation de

la zone de libre échange continentale africaine ;

- Puis l'enjeu de la durabilité où toutes les parties prenantes doivent se déployer de manière synchronisée pour appuyer, financer des produits durables et innovants qui s'inscrivent en tout conformité aux critères et engagements ESG. La finance verte, les villes durables, la gestion du stress public, la mobilité, l'accompagnement des startups et des fintechs, la résorption du gap digital sont autant de défis et aussi et surtout d'opportunités d'investissement et d'entrepreneuriat ;
- Et enfin les réformes structurelles courageuses, une gouvernance institutionnelle efficiente et transparente pour améliorer sensiblement le climat des affaires à même de doper l'investissement et la création d'emplois ».

A la lumière de ces recommandations, le FIAD 2024 témoigne, une nouvelle fois, de l'engagement du groupe Attijariwafa bank à contribuer de manière pérenne à la construction d'une Afrique unie et prospère, en favorisant la coopération Sud-Sud, aux côtés des acteurs économiques et politiques.

Ce forum catalyse les opportunités commerciales entre les entreprises africaines et les pays partenaires et donne aux nations africaines les moyens de répondre efficacement aux défis du 21e siècle.

Bertrand ABEGOUMEGNE, envoyé spécial à Casablanca

CEMAC

Le mobile money révolutionne le Marché des capitaux en 2024

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a tenu ce mardi 25 juin 2024 son Assemblée Générale mixte à l'issue de laquelle s'est tenue la première réunion de son nouveau Conseil d'Administration. Dr Parfait KOUASSI a été reconduit dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au cours de ce premier Conseil d'Administration.



En 2024, la fintech continue de jouer un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès aux services financiers et la stimulation de la croissance économique en Afrique Centrale.

L'adoption massive du mobile money a particulièrement transformé les services financiers, facilitant les transactions, l'épargne et les investissements pour une population majoritairement non bancarisée.

Selon la BEAC, plus de 60 % des transactions financières dans la région sont désormais effectuées via des plateformes de mobile money, contre seulement 25 % en 2018. Cette adoption rapide s'explique par la popularité croissante des services offerts par des plateformes telles que MTN Mobile Money, Orange Money. Ces services ne se limitent plus aux simples transferts d'argent, au paiement de factures mais plus récemment, à l'investissement dans des produits financiers.

En effet, les sociétés de gestion de portefeuilles en CEMAC exploitent ces plateformes pour collecter l'épargne des investisseurs, rendant ainsi les produits d'investissement accessibles à une plus large population. L'utilisation du mobile money réduit également les coûts de transaction pour les investisseurs et les gestionnaires de portefeuilles. Les frais sont généralement inférieurs à ceux des transactions bancaires traditionnelles, ce qui démocratise l'accès à l'investissement. De plus, le mobile money permet des transactions instantanées, réduisant les délais de traitement et facilitant une gestion plus agile des portefeuilles d'investissement.

Cependant, la régulation demeure un enjeu majeur. Les autorités financières de la CEMAC doivent continuellement adapter leurs cadres réglementaires pour gérer les risques associés aux transactions numériques et garantir la protection des investisseurs. La sécurité des transactions et la protection des données personnelles sont également des préoccupations essentielles. Malgré les mesures de sécurité robustes mises en place par les plateformes de mobile money, le risque de fraude et de cyberattaques persiste.

L'avenir du mobile money en CEMAC s'annonce prometteur. Pour capitaliser sur cette tendance, il est essentiel de renforcer la régulation afin de protéger les investisseurs tout en favorisant l'innovation, d'améliorer la sécurité en investissant dans des technologies de sécurité avancées, et d'encourager l'adoption des nouvelles technologies par les institutions financières traditionnelles.

La démocratisation des produits d'épargne et d'investissement est cruciale pour le développement économique de la zone CEMAC. En facilitant l'accès aux services financiers, le mobile money contribue à une inclusion financière accrue, à la mobilisation de l'épargne locale et à la stimulation des marchés de capitaux. Ces avancées permettront non seulement de dynamiser les économies locales, mais aussi de renforcer la résilience économique de la sous-région dans son ensemble.

André Noir

CELEBRATION DE 75 ANS

UBA continuera à soutenir les entreprises et les économies Africaines

Célébrant les 75 ans d'activité d'United Bank for Africa (UBA), le directeur général du groupe bancaire panafricain, Oliver Alawuba, a déclaré que la banque continuerait à soutenir la croissance des entreprises et des économies en

Notant que la vision des ancêtres d'UBA et le dévouement continu du conseil d'administration et du personnel ont continué à propulser UBA vers la grandeur au fil des années. Selon lui, l'histoire à succès d'UBA depuis sa création, il y a 75 ans, est un témoignage de vision et de détermination qui mérite des éloges.

Selon lui, UBA est restée pertinente pendant 75 ans en adoptant les avancées technologiques. « Depuis le lancement du premier robot de chat banking en Afrique, des premiers guichets automatiques de dépôt d'espèces au Nigeria jusqu'au lancement du formulaire d'ouverture de compte en braille pour les malvoyants, la banque a continué à équilibrer fiabilité et innovation ».

« Depuis 1949, UBA a continué à soutenir et à transformer les entreprises à travers l'Afrique, en particulier dans le domaine critique des PME. L'une de ces entreprises transformées est Destination Global Investment, une société de distribution de boissons qui a pu étendre ses activités vers une distribution majeure, grâce au soutien d'UBA ». « Il a attesté l'immense contribution de la banque à la croissance des entreprises et le dévouement sans faille de la banque envers ses clients (Philosophie C1st) qui a facilité la construction de cet héritage de confiance et de fiabilité ».

Alawuba a également félicité le président du groupe UBA, Tony Elumelu, pour son leadership visionnaire et sa tutelle sans lesquels, a-t-il déclaré, le succès de la banque aurait été impossible.

En outre, Alawuba a noté que la banque reste déterminée à améliorer et à faciliter le commerce intra-africain, ajoutant que les 6 milliards de dollars promis à cette fin serviraient à le financer ainsi qu'au soutien des institutions de financement du développement (IFD). « Nous sommes déterminés à développer l'Afrique. Nous sommes déterminés à soutenir les secteurs clés qui font tourner les économies africaines. Et cela se voit même dans nos performances et nos activités. Si vous examinez nos comptes et nos performances, vous constaterez que nos performances ont continué de s'améliorer, reflétant clairement ce que nous faisons ».

« Nous ne soutenons pas seulement ces entreprises ; nous soutenons toutes les chaînes de valeur liées à ces entreprises afin que les PME continuent de prospérer. Les PME sont l'avenir de l'Afrique et continueront à apporter leur soutien aux PME », a-t-il déclaré.

« Nous nous engageons à étendre notre présence, à saisir les opportunités de croissance et à apporter de la valeur à toutes les parties prenantes. La collaboration et les partenariats, comme en



Oliver Alawuba, Directeur général du groupe UBA

témoigne l'accord de financement des PME de 6 milliards de dollars signé avec la Zone de libre-échange africaine (ZLECAf), seront déterminants pour atteindre nos objectifs stratégiques ».

« Nous nous engageons à approfondir nos relations avec les clients, les employés, les régulateurs et les

autres parties prenantes pour un bénéfice mutuel et un succès à long terme. Alors que nous entamons la prochaine phase de notre voyage, j'exhorte toutes les parties prenantes à poursuivre leur soutien et leur collaboration. Ensemble, nous écrivons le prochain chapitre du succès de United Bank for Africa Plc ».

PASSATION DES MARCHES PUBLICS

La Banque mondiale recommande la création d'un guichet unique au Cameroun

L'objectif serait d'amortir les frais administratifs exigés à chaque aussi bien à la phase de soumission, validation que d'exécution des travaux.

Dans son Étude sur le diagnostic de la vulnérabilité des PME et leur accessibilité à la commande publique publiée en juin dernier, la Banque mondiale a relevé un certain nombre de goulots d'étranglement dans le cadre de la passation des marchés publics au Cameroun. L'enquête menée auprès des Petites et moyennes entreprises révèle que 38,2% d'entre elles jugent longs les délais de soumissions des marchés publics contre 31,6% qui les trouvent très longs. Le même rapport indique que plus de 94 de ces entreprises estiment que le système de passation des marchés publics est « non transparent ». C'est pour venir à bout de ces irrégularités que l'institution de Bretton Woods suggère la création d'un guichet unique. Celui-ci « permettrait de réduire la multiplicité des acteurs dans la délivrance de documents relatifs aux marchés publics ». Toute chose qui favorise la corruption des agents publics dont la proportion est estimée à près de 40% par l'étude de la Banque mondiale. Ce partenaire financier du Cameroun fonde

sa proposition sur les dépenses qu'effectuent les PME pour accéder aux marchés publics. A titre d'illustration, à la phase de soumission, le paiement des frais d'achat du dossier d'appel d'offres varie entre 10 000 Fcfa et 1 million de Fcfa en fonction du coût. Ajouté à ceci la caution de soumission qui représente 2% du montant du marché ainsi que les autres frais administratifs liés à la délivrance de certains documents administratifs (états financiers annuels, quitus sociaux et fiscaux reprogrammés...). Bien plus, durant la validation, l'approbation, de signature et de démarrage du marché, les PME doivent également s'acquitter d'autres frais notamment, le paiement de caution pour l'avance de démarrage de 20% pour les travaux et prestations intellectuelles et 40% pour les fournitures, révèle la Banque mondiale. La phase d'exécution du marché n'est pas en reste. Elle qui exige le cautionnement définitif compris entre 2% et 5% du montant initial du marché ; la retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution inférieur ou



Au Cameroun, le système de passation des marchés publics est « non transparent »

égal 10% du montant du marché ; dans oublier la souscription d'une assurance professionnelle, « si cette dernière est exigée dans le cahier des clauses administratives particulières », précise la BM. Omer Kamga

RECETTES PETROLIERES

Avec 167,4 milliards de Fcfa mobilisés à fin mars, le Cameroun s'éloigne de son objectif de 2024

Entre janvier et mars 2024, l'État du Cameroun a collecté une enveloppe totale de 167,4 milliards de Fcfa de recettes pétrolières, selon le document préparé par le ministère des Finances à l'occasion du débat d'orientation budgétaire (DOB) de l'année 2025, attendu ce mois de juin à l'Assemblée nationale.



Le siège de la SNH à Yaoundé, bras séculière de l'Etat dans le secteur pétrolier

Sur ce volume de recettes, apprend-on, 127,4 milliards de Fcfa représentent la redevance versée au Trésor public par la Société nationale des hydrocarbures (SNH), qui commercialise la part d'hydrocarbures revenant au Cameroun dans le cadre des contrats de production avec les exploitants des gisements de pétrole et de gaz du pays. Dans le même temps, 40 milliards de Fcfa ont été reçus par l'État, au titre de l'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les données du ministère des Finances révèlent cependant que cette enveloppe de recettes pétrolières correspond à un taux de réalisation des objectifs initiaux de seulement 82,7%, en comparaison avec la prévision de 202,4 milliards de Fcfa faite par le gouvernement. Une prévision au demeurant très prudente, au regard de l'enveloppe de 249,1 milliards de Fcfa déjà collectée par l'État, au titre des recettes pétrolières du premier trimestre 2023.

À la lecture des chiffres compilés par le ministère des Finances, le ralentissement observé dans la collecte des recettes pétrolières au Cameroun au premier trimestre 2024 est imputable à la redevance SNH, qui s'est repliée de 25,7 milliards de Fcfa par rapport aux prévisions initiales de 153,1 milliards de Fcfa, et de 88,3 milliards de Fcfa en glissement annuel. Puisque lesdites recettes ont culminé à 215,7 milliards de Fcfa au premier trimestre 2023.

En revanche, en dépit de la contreperformance dans la collecte de l'impôt sur les sociétés pétrolières par rapport aux prévisions (49,3 milliards de Fcfa), l'on note une hausse du fruit de cette taxe à fin mars 2024 (40 milliards de Fcfa), par rapport à la même période en 2023 (33 milliards de Fcfa).

Avec la performance réalisée entre janvier et mars 2024 le Cameroun s'éloigne de son objectif de l'année en matière de collecte des recettes pétrolières. Il vise à collecter au total 801,6 milliards de Fcfa de recettes pétrolières à fin décembre 2024, selon la loi de finances rectificative, que se préparent à valider les députés camerounais. Pour réaliser un tel objectif, les administrations en charge de la collecte des taxes au Cameroun doivent maintenir un rythme de collecte moyen de 200 milliards de Fcfa chaque trimestre.

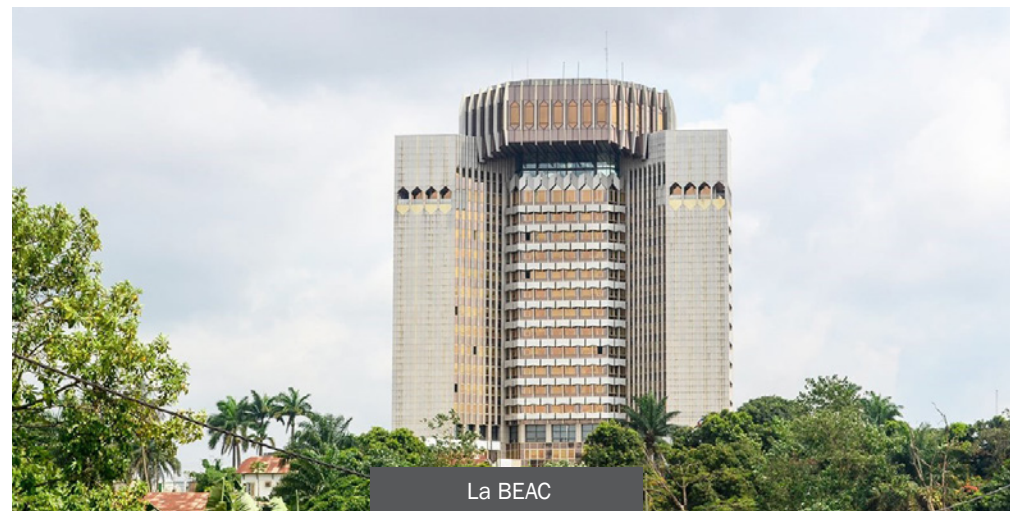
L'on se souvient que la loi de finances 2024 initiale, votée en novembre 2023 et promulguée en décembre de la même année, avait fixé un objectif initial de 809,5 milliards de Fcfa de recettes pétrolières. Ce qui correspond à une baisse de près de 8 milliards de Fcfa par rapport au seuil contenu dans le collectif budgétaire, signé le 20 juin 2024 par le président de la République et soumis ces derniers jours à la validation des parlementaires.

Bouba Yankréo

BEAC

Les réserves de change stagnent à 7285 milliards FCFA

Le volume des réserves de change de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) représente une couverture extérieure de la monnaie de 78,4%, soit 4,79 en mois d'importations de biens et services, contre 4,82 en mois courant 2023. La sous-région qui devrait poursuivre ses réformes économiques entend maintenir les efforts de rapatriement des recettes d'exportation et de stabilisation du système bancaire.



La BEAC

La mise en oeuvre de la réglementation des changes de la Banque centrale figure parmi les nombreux sujets évoqués, le 24 juin dernier, par le gouverneur de la BEAC, Yvon Sana Bangui, au cours de sa conférence de presse. Il a fait le point sur les conclusions de la deuxième session ordinaire de l'année du Comité de politique monétaire de la BEAC tenue le même jour.

Yvon Sana Bangui a souligné le rôle joué par la BEAC dans la gestion des réserves de change des États membres, après les discussions avec certains industriels de la sous-région. « La Banque centrale règle souvent les factures d'exportation en dollars, ce qui affecte nos avoirs en devises et nous expose à un risque. Il fallait interpeller les responsables industriels sur la nécessité d'augmenter la production nationale afin de satisfaire en priorité les besoins nationaux et de la sous-région. Cette démarche est cruciale pour préserver les réserves de change des États à la BEAC », a-t-il estimé.

La stabilisation des réserves de change des États (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad) demeure l'une des priorités affichées de la Banque centrale. Lors de ses premières sorties officielles, en mars dernier, le gouverneur de la BEAC avait indiqué son intention de renforcer la mise en oeuvre de la réglementation des changes en vigueur depuis janvier 2019 au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). La mesure a permis jusqu'ici à la zone Cémac de relever ses réserves, d'équilibrer sa balance commerciale et d'éviter la dévaluation

de la monnaie.

Il faut savoir que cette réglementation des changes de la BEAC fixe à cinq millions FCFA le plafond de l'allocation des devises avec la possibilité d'aller au-delà si la demande est justifiée. Elle prévoit une rétrocession de 70% des devises de toutes les opérations, alors que l'ancienne réglementation de l'an 2000 faisait des rétrocessions de 100% des devises encaissées à l'occasion des opérations d'exportation. Dès les premiers mois de 2019, les rétrocessions de devises ont atteint 1376,1 milliards FCFA pour les cinq premiers mois de l'année, contre 605,2 milliards FCFA sur la même période de l'année précédente, soit une hausse de 127%.

Outre la stabilisation des réserves en devises, le gouverneur de la BEAC a évoqué le sujet de l'inflation persistante (3,9%) au sein de la sous-région qui reste supérieure à la norme communautaire, alors que la croissance économique se situerait à 3,3% cette année, contre 2,3% en 2023. « Le Comité de politique monétaire de la BEAC a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt des appels d'offres (5%) ; celui de facilité de prêt marginal à 6,75% et de facilité de dépôt à 0,00% ; ainsi que les coefficients des réserves obligatoires à 7% sur les exigibilités à vue et 4,5% sur les exigibilités à terme », a détaillé Yvon Sana Bangui.

André Noir

GOUVERNANCE

IMPORT-EXPORT

Les pays africains invités à accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf

Les pays africains doivent fournir des plans d'action et des stratégies nationales pour accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et l'intégration économique entre eux, ont déclaré des experts.



Des progrès importants à réaliser

Cet appel a été lancé samedi lors du «Forum de consultation nationale sur le développement de la stratégie de mise en œuvre de la ZLECAf de l'Éthiopie» qui s'est tenu à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne.

S'exprimant à cette occasion, Stephen Karingi, directeur de la division de l'intégration régionale et du commerce de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), a déclaré que la mise en œuvre pratique de la ZLECAf pouvait favoriser l'industrialisation, la création d'emplois et l'investissement en Afrique.

«Je suis fier d'annoncer que 36 pays africains et trois communautés économiques régionales ont élaboré et lancé leurs stratégies de mise en œuvre de la ZLECAf», a déclaré Karingi, exhortant les 19 pays africains restants à élaborer des stratégies nationales afin d'accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf.

Il a déclaré que la mise en œuvre de la ZLECAf progressait bien et que l'objectif ambitieux était de parvenir à la linéarisation des droits de douane pour 97% des échanges commerciaux sur le continent. Karingi a toutefois noté que les déficiences en matière d'infrastructures, l'inadéquation des réseaux de transport et des installations frontalières demeuraient des défis qui entravaient la mise en

œuvre rapide de la ZLECAf.

Beyene Petros, directeur général de l'Institut éthiopien d'études politiques, a déclaré que depuis l'entrée en vigueur de la ZLECAf en 2019, des progrès importants avaient été réalisés. Au total, 47 États membres de l'Union africaine (UA) l'ont ratifié à ce jour depuis 2019.

«Cet accord forme la plus grande zone de libre-échange au monde, comprenant 55 pays avec un produit intérieur brut combiné de 3.400 milliards de dollars et connectant 1,3 milliard de personnes à travers le continent», a indiqué Petros, citant la Banque mondiale.

Il a appelé les pays africains à éviter la tradition de réticence dans le domaine de l'intégration économique et à élaborer des plans d'action pour créer un grand marché unique pour les biens et les services africains.

La Banque mondiale estime que la ZLECAf permettra à 30 millions de personnes de sortir de l'extrême pauvreté d'ici 2035, créera une croissance des revenus réels d'environ 450 millions de dollars et augmentera les exportations sur le continent de 81%.

Placide Onguéné

INVESTISSEMENTS

L'AFD revendique un portefeuille de projets de 721,55 milliards de FCFA au Cameroun

L'Agence française de développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique de développement de la France, revendique un portefeuille de 1,1 milliard d'euros (soit 721,55 milliards de FCFA) au Cameroun à travers 60 projets en cours dans le pays. Ce montant représente une part prépondérante des financements de l'AFD en Afrique centrale. Dans son bilan d'activités en Afrique centrale en 2023, l'institution indique avoir injecté un total de 2,7 milliards d'euros (environ 1 770,5 milliards de FCFA) dans la région au cours des sept dernières années (2017-2023).



Un portefeuille de 721,55 milliards de FCFA au Cameroun à travers 60 projets en cours dans le pays

Le Cameroun a capté 43% de ces financements, devant le Congo (23%), la République démocratique du Congo (16%), le Gabon (13%), la République centrafricaine (4%) et la Guinée équatoriale (0%). Ce soutien financier a permis la mise en œuvre de projets diversifiés touchant des secteurs tels que l'infrastructure, le développement urbain, l'alimentation en eau potable, la sécurité alimentaire et le renforcement des politiques publiques.

Parmi les projets financés par l'AFD au Cameroun, on compte notamment la construction du barrage de Nachtigal qui doit, à terme, augmenter de 30% les capacités de production de l'électricité au Cameroun, ainsi que des initiatives d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable à Yaoundé et Douala, les deux grandes métropoles du pays. En outre, des projets d'infrastructure comme l'aménagement de la pénétrante Est de Douala et de l'axe Batchenga-Ntui ont également été soutenus par l'AFD.

Récemment, l'AFD a accompagné le pays à travers des projets d'infrastructures d'envergure comme

le programme «Capitales Régionales» qui vise à moderniser cinq villes secondaires permettant notamment la construction et la réhabilitation de 57 km de voirie. L'institution française a également accompagné des projets de sécurité alimentaire et de soutien aux entrepreneurs ruraux, alignés avec les priorités de développement durable du Cameroun.

Le Contrat de désendettement et de développement (C2D) a joué un rôle en convertissant une partie de la dette du Cameroun envers la France en financements pour des projets vitaux dans des secteurs comme la santé, l'éducation, l'agriculture et la justice. À ce jour, trois C2D ont été signés, d'un montant global de 967 milliards de FCFA, selon l'AFD. Le dernier C2D, conclu en 2016 avec une enveloppe de 400 milliards de FCFA, est prévu pour se terminer en 2026.

AGROALIMENTAIRE

Olam Agri inaugure deux cabines de lactation pour accompagner les employées qui allaitent

Olam Agri, une entreprise agroalimentaire mondiale, a récemment installé officiellement deux nouvelles cabines de lactation dans l'ensemble de ses sites au Cameroun. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'entreprise à soutenir les employés féminins et de son plan de nutrition de la main-d'œuvre visant à s'assurer que d'ici 2030, tous les employés ont accès à des programmes de nutrition complets.

Ces unités autonomes offrent aux employées allaitantes un espace propre, confortable et privé pour extraire et conserver le lait maternel en toute sécurité sur leur lieu de travail. Ces cabines ont été inaugurées à l'usine de céréales de la société à Bekoko et à son siège social dans la zone portuaire de Douala. Les employées ont accueilli avec enthousiasme les cabines d'allaitement, les considérant comme un témoignage de l'engagement de l'entreprise à soutenir les mères allaitantes.

Les salles de lactation font partie des nombreuses initiatives prises par Olam Agri au Cameroun pour soutenir continuellement les employées. Ces initiatives englobent des programmes de soutien à l'allaitement, qui fournissent aux mères allaitantes des kits d'allaitement complets, des programmes de développement de carrière pour les employées, et des programmes de bien-être qui comprennent des tests IRM gratuits pour les femmes afin de contribuer à la lutte contre le cancer du sein, entre autres.

«L'autonomisation des nouvelles mamans sur le lieu de travail est essentielle pour favoriser un environnement nourricier et inclusif. En mettant à disposition des cabines de lactation, nous nous assurons que les employées allaitantes disposent du confort et de l'intimité nécessaires pour tirer leur lait, ce qui est bénéfique à la fois pour leur bien-être et pour leurs bébés. Notre engagement à fournir des outils de soutien essentiels permet à nos employés d'exceller et de s'épanouir dans leurs fonctions» Briginette Abega, Directrice des Ressources Humaines d'Olam Agri au Cameroun

Il convient de noter que l'équipe du Cameroun a mis en œuvre plusieurs initiatives de nutrition de la main-d'œuvre depuis sa création, en veillant à ce que tous les employés aient accès à des aliments sains et nutritifs sur le lieu de travail, à une éducation nutritionnelle, à des contrôles nutritionnels axés sur la santé et à des programmes de soutien à l'allaitement maternel. Grâce à ces efforts, les sites du Cameroun ont été reconnus par le département de Responsabilité et de



Les infrastructures routières financées par la BAD au Cameroun

Durabilité de l'entreprise comme exemplaires dans la création d'un environnement de travail sain. Olam Agri au Cameroun a également été reconnue comme un Top Employer qui s'engage à construire une organisation

inspirante et performante où des employés passionnés stimulent la croissance de l'entreprise, contribuent à un avenir durable et construisent des carrières épanouissantes.

BUSINESS

Quand les emplois sont menacés par l'intelligence artificielle

Bien que le Cameroun ne soit encore qu'aux balbutiements en ce qui concerne l'utilisation de l'intelligence artificielle, l'intérêt croissant du gouvernement pour cette technologie va inévitablement le conduire à composer avec son impact considérable sur le monde du travail.



Le Cameroun prépare la transition

En l'espace de 6 mois, le Cameroun a abrité 3 importants événements dont le thème principal s'articulait autour de l'essor de l'Intelligence artificielle (IA). Présente à ces rencontres, Minette Libom Likeng, ministre des Postes et Télécommunications (Minpostel) s'est faite l'avocate principale de cette technologie qu'elle présente comme un atout indispensable à l'amélioration de l'offre de services dans divers secteurs d'activité. Ce discours laudateur est ressorti à l'occasion des Concertations nationales sur l'intelligence artificielle (Conia) qu'elle a organisées à Yaoundé du 25 au 26 juin 2024. « *L'intelligence artificielle représente une opportunité sans précédent pour transformer notre économie, améliorer nos systèmes éducatifs et de santé, et offrir de nouvelles perspectives dans de nombreux domaines* », a-t-elle déclaré lors de la cérémonie de clôture.

Cet important brainstorming que le membre du gouvernement avait annoncé 3 mois plus tôt lors du Sommet de Yaoundé sur l'intelligence artificielle et les médias, a fixé le cadre approprié pour une «

adoption efficace de l'intelligence artificielle au Cameroun ». Ce dernier se décline sous la forme de recommandations qui en principe, doivent servir de référence pour une adoption responsable de l'Intelligence artificielle au Cameroun. Il s'agit notamment de l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de l'IA ; le renforcement des infrastructures numériques ; le développement des compétences en IA ; la promotion de l'innovation et de la recherche en IA ; l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire adapté pour l'IA ; l'adoption de l'IA dans les secteurs de la Santé, de l'éducation, l'agriculture et autres secteurs à fort impact de transformation sociale ; la promotion de l'éthique et de la responsabilité en IA.

DES BOULEVERSEMENTS INÉVITABLES

Bien que le Cameroun ne soit encore qu'aux balbutiements en ce qui concerne l'utilisation de l'intelligence artificielle, l'intérêt croissant du gouvernement pour cette technologie va inévitablement le conduire à composer avec son impact considérable sur le monde du travail. En

effet selon un expert rencontré lors des Conia, « *L'IA peut automatiser des tâches répétitives et manuelles, ce qui pourrait entraîner la disparition de certains emplois, notamment dans les secteurs de la production manufacturière et de l'administration* ». Bien plus, selon le Fonds monétaire international (FMI) qui a consacré en janvier 2024 une analyse sur cette préoccupation « *près de 40 % des emplois dans le monde sont exposés à l'IA. Là où l'automatisation et les technologies concernaient traditionnellement les tâches répétitives, l'IA se démarque par sa capacité à toucher les emplois hautement qualifiés. Par conséquent, l'IA est à l'origine de risques plus importants pour les pays avancés mais ceux-ci se voient également offrir plus de possibilités d'exploiter les bienfaits que les pays émergents et les pays en développement* », indique cette institution. Toutefois, pour les pays à faible revenu comme le Cameroun, le FMI prédit l'aggravation des inégalités.

D'où la nécessité, préconise-t-elle de multiplier « *les formations spécifiques à des secteurs,*

les apprentissages ainsi que les programmes de perfectionnement et de reconversion ». A en croire l'institution de Bretton Woods, elles « *pourraient jouer un rôle accru dans la préparation des travailleurs aux emplois de l'ère de l'IA* ». Par ailleurs, il est important de déployer « *de vastes programmes d'assistance sociale pour les travailleurs en situation de chômage à long terme ou confrontés à une baisse de la demande de main-d'œuvre à l'échelle locale en raison de l'automatisation ou à la suite de fermetures de sites industriels* », a-t-elle ajouté.

LE CAMEROUN PRÉPARE LA TRANSITION

Ces recommandations rejoignent celles formulées lors des Conia, notamment celle relative à la mise en place des stratégies pour anticiper et accompagner l'impact de l'IA sur le marché du travail, lue lors de la cérémonie de clôture de cet événement. Cependant, au Cameroun, on est encore loin du grand bouleversement. Pour l'envisager, il faut accroître l'utilisation de l'IA, dont le fonctionnement nécessite des infrastructures énergétiques et numériques de pointe.

A en croire Pierre Nkoa Ayissi, le directeur national de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) « *Pour faire fonctionner ChatGPT il faut quelque 3 617 serveurs, avec un total 28 936 processeurs graphiques, soit une consommation moyenne de 564 Mégawatt-heure d'électricité par jour. Si on intégrait ChatGPT dans chaque moteur de recherche Google pour répondre à chaque demande des internautes, cela nécessiterait 512 800 serveurs de type A100, pour une consommation estimée à 29,2 térawatt-heure par an, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'électricité de l'Irlande* », a-t-il révélé lors de son discours prononcé lors des Conia.

A en croire ce dernier, Pour que le Cameroun tire également profit de l'intelligence artificielle, « *il est indispensable de se doter d'une infrastructure énergétique à niveau. C'est un facteur clé du succès de la transition numérique à laquelle nous sommes tous invités par le gouvernement. Le parachèvement des projets hydro-électriques en cours au Cameroun nous semble à ce titre indispensable* ».

Avec News du Camer

MARCHÉS PUBLICS

La part des grandes entreprises atteint 432 milliards de FCFA en 2023

Au cours de l'année 2023, les grandes entreprises, qui représentent 0,2% des entreprises en activité au Cameroun, ont capté 432 milliards de FCFA de contrats grâce aux marchés publics, selon l'« *étude sur le diagnostic de la vulnérabilité des PME et de leur accessibilité à la commande publique au Cameroun* », publiée ce mois de juin 2024 par la Banque mondiale.



Les grandes entreprises en activité au Cameroun se taillent la plus grande part EN 2023

Au sens de l'étude, les marchés publics sont des contrats dont le montant est supérieur à 5 millions de FCFA, et qui sont généralement attribués par la procédure d'appel à concurrence et exceptionnellement de gré à gré. Cette nomenclature n'intègre donc pas les coûts des biens et services obtenus par les partenariats public-privé (PPP) et les

marchés spéciaux (comme l'acquisition du matériel militaire).

Avec l'enveloppe engrangée en 2023, les grandes entreprises en activité au Cameroun se taillent la plus grande part, devant les PME et PMI, qui ont reçu une enveloppe de 395 milliards de FCFA, correspondant à 37 milliards

de FCFA en moins, en comparaison avec les grandes entreprises. Au cours de l'année 2023, cette catégorie d'entreprise surclasse ainsi pour la première fois les PME et PMI, qui étaient jusqu'ici les principaux attributaires des marchés publics au Cameroun, depuis au moins l'année 2020.

En effet, les données révélées par l'étude de la Banque mondiale indiquent qu'en 2020, l'enveloppe des contrats relatifs aux marchés publics reçue par les grandes entreprises est ressortie à seulement 202 milliards de FCFA, avant d'atteindre le pic de 248 milliards de FCFA en 2022, après 219 milliards de FCFA en 2021. Cette enveloppe a ensuite explosé à 432 milliards de FCFA en 2023, témoignant d'un intérêt de plus en plus poussé des grandes entreprises pour les contrats publics dans le pays.

CAPACITÉS FINANCIÈRES

Au cours de la période sous-revue, l'enveloppe des marchés publics attribuée aux PME et PMI a toujours été au-dessus de la barre de 300 milliards de FCFA. Avec un pic de 377 milliards de FCFA en 2021, qui est finalement

monté à 395 milliards de FCFA au cours de l'année 2023, selon les données compilées par la Banque mondiale.

L'emprise des grandes entreprises sur les marchés publics au Cameroun en 2023 peut s'expliquer par le type de prestation sollicitée par l'État. La Banque mondiale révèle de ce point de vue, les « *autres infrastructures* », les « *routes et les infrastructures routières* » et le « *bâtiment et les équipements collectifs* » ont représenté 69% des marchés publics attribués au Cameroun en 2023, pour un montant total de 837 milliards de FCFA.

Ces trois types de prestations font généralement appel à des entreprises justifiant d'importantes capacités financières et en équipements. Ce qui n'est pas toujours le cas pour bon nombre de PME et PMI, qui sont souvent plutôt recrutées sur ces chantiers comme sous-traitants par les attributaires principaux que sont généralement les grandes entreprises. Les contrats relatifs aux « *approvisionnements généraux* », sur lesquels les PME et PMI sont plus présentes, apprennent, n'ont représenté que 21% de l'enveloppe des marchés publics en 2023.

Cédric Boyomo

CENTRALE HYDRO D'EDEA

Eneo revendique un investissement de plus de 100 milliards de Fcfa en 20 ans

En visite à la centrale hydroélectrique d'Edéa, l'un des principaux contributeurs à la production nationale d'électricité, une délégation du patronat camerounais a été édifiée, le 21 juin dernier, sur les travaux de modernisation des infrastructures pour répondre notamment à la demande industrielle estimée à environ 400 mégawatts.



Les ressources seront mobilisées sur les marchés bancaires extérieurs

La centrale hydroélectrique d'Edéa est la plus vieille du pays. Mais, ses installations anciennes sont selon Eneo, « en excellent état de marche ». Ce, grâce à divers chantiers engagés continuellement sur le site. Aujourd'hui, cette centrale est parmi celles qui contribuent le plus à l'offre énergétique du pays. « Depuis 2004, jusqu'à aujourd'hui, c'est à peu près de 100 milliards qui ont été investis pour maintenir et transformer l'usine d'Edéa », indique Amine Homman Ludiye, le Directeur Général d'Eneo.

Les travaux ont consisté entre autres à la réhabilitation et au renforcement des équipements. Il a notamment été question de l'acquisition des outils et équipements visant à renforcer l'efficacité opérationnelle de cette centrale. C'est par exemple le cas de la rénovation des groupes turbo alternateurs, du remplacement de l'ouvrage à hausses mobiles par un évacuateur des crues classiques à vannes segments. Ces chantiers ont par exemple nécessité la mobilisation de 75 milliards de FCFA en 2008 dans le cadre d'un projet qui concernait aussi le barrage de Songloulou. Ces travaux avaient notamment permis à l'usine d'Edéa d'augmenter ses capacités qui tournaient seulement autour de 11 mégawatts. La production annuelle de cette usine est finalement passée de 102,8 Gwh pour atteindre plus de 300 Gwh à partir de 2011. Et depuis lors, cette centrale apporte une forte contribution au réseau électrique. Elle ne sert plus seulement à alimenter Alucam qui captait plus de 90% de sa production. D'autres clients industriels, mais aussi les ménages en tirent désormais un grand profit.

Si ces investissements ont été initiés par AES SONEL, Eneo, filiale d'Actis dit

avoir poursuivi le chantier en misant plus sur la modernisation de cet ouvrage. C'est ainsi que l'une des fiertés de cette usine à ce jour est l'installation de nouveaux équipements de commande de la centrale qui permettent une meilleure capacité de surveillance et d'anticipation. « Des équipements modernisés d'année en année avec des technologies de pointe dans le cadre des programmes d'investissements d'ENEO visent à garantir que cette infrastructure continue de jouer son rôle essentiel dans la production globale d'énergie du pays », se réjouit Amine Homman Ludiye.

En dehors d'Edéa, Eneo contrôle également les centrales hydro électriques de Songloulou et de Lagdo classées parmi les plus grandes du pays. L'entreprise dispose aussi d'une vingtaine de centrales thermiques et solaires pour une contribution globale de 65% à la production nationale d'énergie électrique.

ENEO RASSURE

La centrale d'Edéa est en effet dotée d'une capacité installée de 276 Mw, pour une offre globale nationale de 1500 Mw. En activité depuis les années 50, cette centrale est encore à ce jour, selon Eneo, « en excellent état de marche ». C'est également le constat fait par le Gecam. « Nous partons d'ici satisfaits. Malgré son ancienneté, cette usine a su se moderniser, en mettant en place des pratiques d'amélioration continue, en assurant une maintenance régulière et de haut niveau. Nous adressons nos encouragements au Gouvernement et à l'entreprise ENEO », a indiqué Célestin Tawamba, président du groupement patronal du Cameroun.

Cette visite était aussi l'occasion pour

Eneo de faire le point sur les enjeux et les problématiques de ce secteur névralgique pour l'économie. « Edéa illustre à suffisance les efforts d'ENEO pour maintenir et développer les outils de production à sa charge mais aussi améliorer la distribution de l'électricité. Le GECAM incarne la force industrielle et la force économique du Cameroun. Il est donc tout naturel qu'ENEO s'ouvre, pour expliquer ses réalisations et défis, et comprendre également les contraintes des membres du GECAM », a déclaré Amine Homman Ludiye, le Directeur Général d'Eneo.

Les membres du Gecam ont pu être édifiés sur les différents chantiers visant à répondre aux besoins actuels et futurs. Les chefs d'entreprise ont cependant été rassurés sur les efforts visant à satisfaire notamment la demande industrielle estimée à environ 400 mégawatts à court terme et à plus de 700 mégawatts moyen terme. Les besoins des industries devront être comblés en partie grâce aux premiers mégawatts de Nachtigal, mais aussi le renforcement des investissements sur le réseau de Douala en cours. L'autre chantier majeur qui s'étend entre 2024-2026, c'est le gouvernement la réalisation des projets de transport et de distribution dans le cadre du Programme Axé sur les Résultats (PforR) financé par la Banque Mondiale. Ces projets permettront d'augmenter les capacités de transformation des postes existants de 2898 à 3136,9 MVA.

Il faut dire que la question de l'électricité est cruciale pour les entreprises. Une enquête menée par le Gicam en 2022, a révélé qu'après l'inflation, l'énergie électrique était la contrainte majeure pour 64%, d'entreprises.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le Cameroun subventionne les PME locales à près de 153 millions de Fcfa

Le gouvernement, par le biais du Projet régional d'accès à l'électricité hors réseau (Rogeap) financé par la Banque mondiale, a lancé depuis le 30 mai un appel à manifestation d'intérêt aux entrepreneurs et PME spécialisés dans les énergies renouvelables. L'appel vise à accorder des subventions dans le but de stimuler le développement des installations solaires hors réseau à travers le pays. Selon le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, le Rogeap propose trois types de subventions distinctes : une subvention de contrepartie, une subvention d'entrée sur le marché et une subvention basée sur la performance.



Le Cameroun vise à porter la part des énergies renouvelables à 25% d'ici 2035

La première subvention, allant de 10000 à 25000 dollars (de 6,12 millions de FCFA à 15,31 millions de FCFA), cible les jeunes entreprises prometteuses dans le domaine des énergies renouvelables, indique le ministre de l'Eau et de l'Énergie dans un communiqué signé le 12 juin dernier. Cette aide vise ainsi à encourager l'innovation et à soutenir les initiatives nouvelles dans le secteur. La deuxième, avec des montants variant de 50000 à 150000 dollars (de 30,63 millions à 91,9 millions de FCFA), vise à faciliter l'entrée des entreprises sur le marché, favorisant ainsi une expansion rapide de l'accès à l'électricité hors réseau, particulièrement dans les zones mal desservies. La troisième, allant de 150000 à 250000 dollars (de 91,9 millions à 153 millions de FCFA), est destinée à soutenir les entreprises opérant dans des zones d'accès difficile.

Actuellement, le Cameroun dépend fortement de l'hydroélectricité qui représente plus de 60% de son mix énergétique total. En revanche, les énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien et la biomasse ne contribuent que de manière marginale, représentant moins de 5% du mix actuel, selon le ministre de l'Eau et de l'Énergie. Pourtant, le potentiel est immense, comme l'a souligné Gaston Eloundou Essomba, qui a annoncé lors du récent Forum sur la vulgarisation des énergies renouvelables que le Cameroun vise à porter la part des énergies renouvelables (centrales hydroélectriques d'une capacité de plus de 5 MW non incluses) à 25% d'ici 2035, soit environ 1500 MW de capacités installées.

Le Rogeap vise à diversifier ce mix énergétique en encourageant l'adoption généralisée des systèmes solaires autonomes. Cette initiative promet non seulement d'améliorer l'accès à l'électricité, qui a atteint 60,2% de la population en 2021-2022 (contre 58,4% en 2014) selon l'Institut national de la statistique (INS), mais aussi de réduire les disparités entre zones urbaines et rurales où l'accès à l'électricité reste limité à 28,4%. À moyen terme, le Cameroun s'est fixé un objectif de production électrique de 5000 MW d'ici 2030. Les subventions offertes par le Rogeap apparaissent donc aussi comme un des leviers pour atteindre cette ambition.

Omer Kamga

BUSINESS

« Le but de notre présence au FIAD 2024 est opérationnel » Isidore Biyiha, Directeur général du GUCE

Le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, chargé de la Planification, Paul TASONG, conduit une délégation camerounaise au Maroc, dans le cadre de la 7ème édition du Forum International Afrique Développement (FIAD), tenu à Casablanca, du 27 au 28 juin 2024. Plus de 200 entreprises camerounaises ont fait le déplacement. A l'image de ces sociétés venues à la conquête des marchés, l'on note la présence du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE).

La participation du Cameroun au FIAD 2024 est une opportunité significative pour renforcer les relations économiques avec d'autres pays africains, attirer de nouveaux investissements et promouvoir les initiatives de développement en cours. Au terme des deux jours de travaux et d'échanges, Isidore Biyiha, directeur général du Guichet Unique de Commerce Extérieur (Guce) se réjouit. « C'est un bilan très positif. Je pense que c'est des moments effectivement très importants de faire parler des opportunités que notre pays peut offrir aux investisseurs. Donc quand j'ai vu l'engagement qu'a suscité l'intervention du ministre dans le cadre du Pich Pays, ça montre qu'il faut être présent pour vendre son pays afin d'attirer les investisseurs ».

L'occasion sera ainsi donnée de souligner l'importance du secteur privé dans la transformation structurelle de l'économie camerounaise, et surtout de mettre en lumière les efforts déployés par le Gouvernement pour impliquer et promouvoir le secteur privé dans la réalisation de la Vision 2035 du Chef de l'Etat, S.E Paul BIYA.

« Vous savez que le guichet unique accompagne les investisseurs. La première question que les investisseurs se posent quand ils s'intéressent à un

pays sont les procédures, les difficultés, les obstacles et nous apportons des réponses à ces préoccupations. Donc le but de notre présence est opérationnel. Nous essayons de faire en sorte que tous ceux qui veulent investir au Cameroun trouvent le cadre et l'environnement favorable pour leur déploiement. Dans le cadre de la délégation du Cameroun, nous accompagnons pour répondre éventuellement aux questions que les investisseurs peuvent se poser dans ce domaine qui est un des points importants dans le processus des investissements. Vous savez que lorsqu'un investisseur engage son argent il ne veut pas être confronté à des difficultés qu'il ne rencontre pas ailleurs donc nous sommes là pour apporter des réponses qui garantissent la sécurité des investisseurs » a poursuivi le DG du Guce.

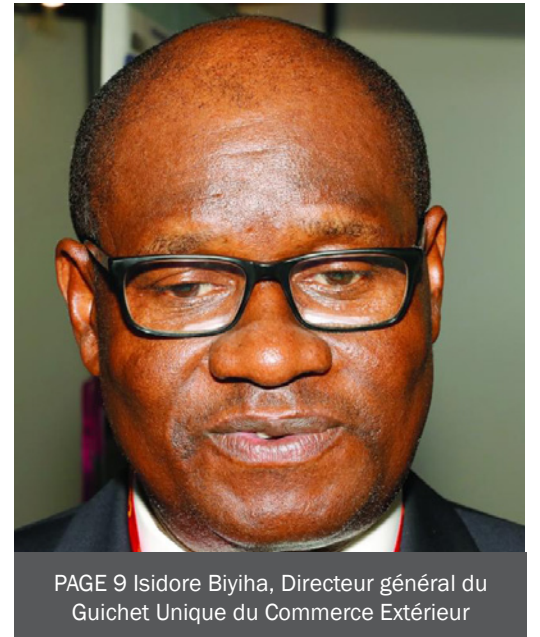
La plénière relative à la zone de libre échange continentale Africaine (Zlecaf) pour la construction des opportunités a fait un état des lieux à date sur la mise en avant des grands projets d'investissement. Cet investissement est vital pour développer les infrastructures et la logistique nécessaires à un commerce transfrontalier fluide, conformément à l'objectif d'intégration des marchés de la ZLECAF. L'investissement dans les secteurs manufacturier et industriel est essentiel pour construire des chaînes de

valeur régionales, conduisant à la production de biens répondant aux normes continentales et internationales et favorisant le commerce intra-africain.

« Nous nous intéressons beaucoup à la Zlecaf parce qu'au début d'ailleurs nous avons échangé avec le secrétariat de cette institution sur les questions de procédures. Pour que le commerce inter africain se développe, il faut effectivement lever tous ces blocages, barrières et le Guichet Unique de manière générale doit contribuer. Donc nous sommes également là pour apporter notre contribution à cette initiative louable » conclut Isidore Biyiha.

Le Forum International Afrique Développement (FIAD) est une plateforme de référence pour les secteurs publics et privé africains en matière d'échanges, d'investissements et de coopération intra-africaine. Initiée par le Club Afrique Développement (CAD) de la SCB Cameroun, filiale du Groupe Attijariwafa-Bank, cette initiative vise à consolider les corridors d'affaires intra-continentaux.

Bertrand Abegoumeagne, envoyé spécial à Casablanca



PAGE 9 Isidore Biyiha, Directeur général du Guichet Unique du Commerce Extérieur

METIERS FERROVIAIRES

Le Cameroun revoit son partenariat avec Imefac pour réduire les coûts de formation

Le 2 juillet 2024 à Douala, le ministre des Transports, Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, a renouvelé, le partenariat qui lie l'État du Cameroun à l'Institut de formation professionnelle aux métiers ferroviaires en Afrique centrale (Imefac). Cette collaboration repose désormais sur une convention révisée en vue de résoudre les problèmes de la précédente et « l'adapter aux dispositions légales actuelles », précise Baudelaire Bonga, conseiller technique à l'Imefac



Le secteur ferroviaire au Cameroun prescrit de se former aux métiers ferroviaires avant d'y exercer

Scellé depuis 2019, « ce partenariat posait un problème d'autonomie de l'institut qui était rattaché à l'entreprise Socarema », explique Beaudelaire Bonga. Et pourtant, au cours des cinq dernières années, l'Imefac a développé ses infrastructures et autonomisé sa gestion, affirme-t-il. Bien plus, la loi du 25 juillet 2023 régissant le secteur ferroviaire au Cameroun prescrit de se former aux métiers ferroviaires avant d'y exercer. Ce qui place la formation au cœur du développement du secteur ferroviaire dans le pays.

Selon Théophile Mountang, promoteur de l'Imefac, le renforcement de ce partenariat va permettre de développer une expertise de masse dans le domaine ferroviaire, de réduire le coût exorbitant de la formation et de valoriser l'expertise nationale. Concrètement, « les jeunes qui étaient formés entre 300 000 et 600 000 FCFA en fonction des filières, bénéficieront désormais d'une réduction du coût de formation, voire d'une gratuité totale de la formation grâce à l'accompagnement de l'État », explique Baudelaire Bonga.

À travers cette convention, l'État du Cameroun s'engage à « travailler main dans la main avec Imefac pour relever les défis de demain, qu'il s'agisse de concevoir des solutions d'ingénierie innovante, de développer des programmes de formation adaptés, mais également de partager les meilleures pratiques à l'échelle internationale », a expliqué Ngalle Bibehe.

Imefac forme dans 25 métiers ferroviaires (agent de maintenance des voies ferrées, poseur de voies ferrées, agent de sureté des voies ferrées, etc.). La formation

s'étend de trois mois à un an. Grâce aux bourses allemandes, obtenues avec le soutien du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (Minefop), des apprenants sont actuellement formés gratuitement.

L'institution a aussi développé des partenariats avec des entreprises internationales pour le transfert des technologies adaptées aux exigences des futurs exploitants ferroviaires au Cameroun. Il s'agit par exemple de Martin Rose, une société ferroviaire allemande avec qui l'Imefac est en partenariat depuis 2022. Cette entreprise, apprend-on, a déjà offert un don de matériels à son partenaire camerounais et lui apporte son expertise dans la maintenance des voies ferrées.

Les responsables de l'Imefac disent vouloir travailler avec d'autres partenaires pour obtenir des formations avec des simulateurs en conduite, en entretien des wagons, pour faciliter l'immersion virtuelle dans l'institut avant les centres d'application.

La formation d'une main-d'œuvre nationale qualifiée est d'autant plus devenue un enjeu que de nombreux projets de développement du réseau ferroviaire national sont annoncés. Il s'agit notamment du projet d'exploitation du fer de Mbalam-Nebéba avec la construction d'une ligne de chemin de fer de 610 km qui partira de Nabéba au Congo au port de Kribi au Cameroun, du renouvellement de la ligne de chemin de fer Bélabo-Ngaoundéré ou de l'extension du chemin de fer camerounais à Ndjaména au Tchad, à partir du terminal ferroviaire de Ngaoundéré, la capitale régionale de l'Adamaoua.

AFREXIMBANK

Noël Alain Mekulu Mvondo, membre du Conseil d'administration

Le Camerounais Noël Alain Olivier Mekulu Mvondo va désormais siéger au sein du Conseil d'administration de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Sa nomination a été approuvée au cours de la 31e assemblée générale de la banque qui s'est tenue à Nassau aux Bahamas. Il remplace son compatriote Jean-Marie Benoît Mani qui avait intégré le board en 2016 dans la catégorie des administrateurs de la classe B. On retrouve dans cette catégorie l'Ivoirien Victor Nembelessini-Silué, le zimbabwéen John Mangudya et le mauricien Kee Chong LI Wong Wing.



Alain Olivier Noel Mekulu Mvondo, DG de la CNPS et nouveau membre du CA d'Afreximbank

Patron de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps) du Cameroun depuis 2008, Mekulu Mvondo est connu pour sa rigueur et son sens du leadership. Des qualités qui lui ont permis de réaliser de belles performances à la tête du fonds des retraités. En effet, en 14 ans, Mekulu Mvondo Akame indique avoir réduit de 70% les dépenses de fonctionnement. Ce qui a permis une progression de 252% du résultat net. Les placements sur produits financiers ont également permis à cette entreprise d'engranger des gains conséquents. En 2022, ces placements ont généré à la Cnps 24,2 milliards de Fcfa en hausse de 18% en glissement annuel. Ces revenus couvrent désormais 91% de la masse salariale contre 1,4% en 2008. Bien plus, depuis l'arrivée de Mekulu Mvondo Akame à la tête de la Cnps en 2008, la pension la plus élevée a augmenté de 165% passant de 154 000 à 409 000 de Fcfa. Et la pension moyenne a progressé de 101% passant de 52 000 à 105 000 Fcfa. De même, en 2016, le taux des cotisations sociales est passé de 7 à 8,4 % et le plafond de cotisation est passé de 300 000 à 750 000 Fcfa dans le pays.

Diplômé de l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam), cet ancien inspecteur d'État apportera sans doute un plus dans la prise de décisions au sein du conseil d'administration d'Afreximbank. L'institution panafricaine s'est en

effet engagée dans une dynamique de renforcement de ses interventions sur le continent et a, à cet effet, procédé à une augmentation de capital de 300% pour le, porter à 25 milliards de dollars.

D'autres nominations au sein du conseil d'administration ont également eu lieu notamment celle de la nigériane Lydia Shehu Jayifa qui remplace son compatriote Aliyu Ahmed ainsi que la chinoise Yu Wen qui remplace Lili Yang en tant que représentante de la Banque d'import-export de Chine (Cexim). Mais le fait majeur c'est la nomination d'Amadou Hott, ancien ministre de l'Économie du Sénégal et actuellement envoyé spécial du président de la BAD pour l'Alliance pour les infrastructures vertes en Afrique (AGIA).

« Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux membres du Conseil d'administration. Nous comptons sur leur soutien et leurs connaissances dans nos efforts pour bâtir une Afrique mondiale prospère. Ensemble, nous redonnerons dignité et fierté aux Africains du monde entier », a déclaré Benedict Oramah, le président d'Afreximbank.

Avec EcoMatin

VERS UNE RÉFORME ÉCONOMIQUE INCLUSIVE

L'appropriation de l'économie par les Gabonais

Dans un Gabon en pleine transition, une voix s'élève pour une réforme économique ambitieuse. L'ancien député Adrien Nkoghe Essingone appelle à développer une économie robuste et équitable, où les Gabonais auraient une plus grande participation dans les secteurs stratégiques. Sa tribune invite le Comité de Transition à mettre en œuvre des mesures concrètes pour un « Gabon nouveau », alliant souveraineté économique et inclusivité.



Adrien Nkoghe Essingone, ancien député gabonais

À un moment où l'espace médiatique national est préoccupé par l'exégèse des 1000 recommandations fort pertinentes du Dialogue National Inclusif (DNI), entre autres, le débat sur le régime présidentiel, il est pertinent de parler ou de commenter les propos du Président de la Transition lors du Conseil des Ministres du 25 juin 2024 dernier. Il a été dit que le Conseil des ministres a réitéré l'engagement du Gouvernement et du Comité de

Transition et de la Restauration des Institutions (CTRI) à poursuivre leurs efforts inlassables pour le bien-être des Gabonais, à mon avis corollaire de la mise en place d'une économie robuste et florissante, ce qui peut paraître anachronique.

Comme rappelé dans une précédente tribune, je réitère ma ferme conviction et sans relâche que seule une économie robuste et florissante, dont les fruits sont équitablement partagés entre les Gabonais, transformera

profondément le pays, c'est-à-dire permettre le mieux être ensemble plutôt que des postures notamment de bien se tenir et de bien parler aux micros et devant les caméras parfois loin de toutes vérités. L'économie est vraie, concrète et vécue. Le Gabon possède des matières premières critiques très demandées par des pays industrialisés avec une population encore faible. Il convient tout simplement de mettre en place une gouvernance efficace avec une impunité zéro. Ne dit-on pas que la politique divise et l'économie unit ? Pour cela, les 2,5 millions de Gabonais, y compris les politiques, doivent avoir le courage de regarder la réalité en face et de reconnaître la vérité : aucun développement inclusif, objectif de tous partis politiques aujourd'hui porteurs de mieux-être pour tous et chacun, n'est possible si le capital national n'est pas présent dans les secteurs stratégiques et de souveraineté, voire dans tous les secteurs d'activités.

C'est pourquoi le CTRI doit relayer la nouvelle réforme économique, l'appropriation par la négociation basée à la fois sur le droit de préemption et le droit de préempter, fruit du Président de la Transition. Indépendamment de la primauté de l'État, le CTRI devrait déployer des solutions pour aider les Gabonais à prendre des participations au sein des entreprises, notamment celles évoluant dans les secteurs à forte valeur ajoutée et à rentabilité immédiate. Nos partenaires économiques, dans le cadre du concept aujourd'hui bien compris et accepté du « gagnant-gagnant », doivent comprendre que le pays ne doit plus s'aliéner ou s'offrir à une nouvelle domination de l'extérieur.

En l'écrivant ici, je le dis en toute conscience et sans crainte : l'énergie, les transports, les télécommunications, les matières premières critiques, les banques sont au cœur de l'environnement des affaires. L'État, dans le cadre de la nouvelle réforme économique, au-delà de son pouvoir de régulateur, doit aujourd'hui pouvoir y conserver une certaine marge de manœuvre. Et la communauté nationale, c'est-à-dire les nationaux, doivent conserver une influence. Le pays doit garder une autonomie d'action et toute la

capacité à inventer son propre avenir. Il faut désormais éviter tout processus qui est mené de façon exclusive, loin du regard des citoyens et sans apport du capital national.

À ce sujet, je souhaiterais être édifié sur le processus de l'augmentation du capital social de 18 milliards de FCFA de l'ancienne BICIG devenue AFG Bank Gabon au capital social de 54 milliards de FCFA le 25 juin 2024.

Aussi, voudrais-je humblement suggérer au CTRI d'engager une stratégie d'introduction du capital national dans les entreprises. Le CTRI, qui incarne l'État depuis le coup de la libération, est le premier employeur dans le pays. J'attire également l'attention sur le fait qu'une bonne partie des compatriotes susceptibles de donner corps à cette stratégie sont des fonctionnaires. Or, l'alinéa 2 de l'article 66 de la loi numéro 001/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la Fonction Publique leur interdit de faire du commerce.

C'est à ce niveau que la nouvelle Autorité devrait faire preuve de tout son savoir-faire innovant, au demeurant que j'assimile à un homme d'Etat dont la seule préoccupation est de faire des réformes structurelles fussent telles au départ impopulaires en vue de doter le pays de réformes solides et innovantes pour des besoins nouveaux avec des règles nouvelles. Par exemple, la création d'un fonds d'avance de prise de participation dans les entreprises dont les règles de fonctionnement seraient basées sur des mécanismes à inventer. Plus que jamais, le pays doit donner naissance et favoriser une caste de petits porteurs, des entrepreneurs financiers différents des entrepreneurs de l'économie réelle qui interviendront dans le tissu économique national. Je sais que cette suggestion peut sembler audacieuse, mais elle le sera toujours moins que la domination totale de pans entiers de l'économie nationale.

Sortons de la culture du silence, osons maintenant pour un Gabon nouveau grâce au coup de libération.

Adrien Nkoghe Essingone,
ancien Député



Wafa Assurance Vie
Cameroun

Source de confiance

SE PROJETER DANS L'AVENIR AVEC **CONFIANCE**

C'EST OPTER POUR LES
SOLUTIONS CORPO
DE Wafa ASSURANCE
VIE CAMEROUN



**INDEMNITÉS DE
FIN DE CARRIÈRE**

**PRÉVOYANCE
COLLECTIVE**

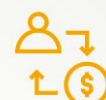
**RETRAITE
COLLECTIVE**



OUTILS DE FIDÉLISATION



SOLUTIONS SUR-MESURE
SELON VOS BESOINS



DISPOSITIFS FISCALEMENT
ATTRACTIFS



Rue Toyota Bonapriso, immeuble Wafa Assurance
BP 13072 Douala - Cameroun



Pour toute information, contactez-nous :
solutionscorpo@wafaassurance.cm

www.wafaassurance.cm




TRANSIMEX

Integrated Logistics Provider

Your **best** logistic partner in **central Africa**

- Maritime transit
- Air transit
- Oilfield and mining
- International and national transport
- Handling
- Warehousing
- Shipping agency
- Stevedoring
- Trading
- Worldwide Express Service
- Special heavy duty transport
- Door to door
- Consolidation and deconsolidation



Cameroon (Headquarter)
Equatorial Guinea
Gabon
Congo
Central African Republic
Chad

Providing Integrated Logistics Solutions



Head Office
Port Area, DOUALA CAMEROON
P.O Box : 3191



(237) 243 00 18 28 / 243 00 36 50



info@transimex-cm.com
www.transimex-cm.com

TRANSIMEX TCHAD S.A

Hassan Djamous Airport road, between S.O.S clinics
P.O Box 674 N'djamena- Chad
Tel: 00 235 600 738 20 / 00 237 696 608 526
E-mail : infotchad@transimex-cm.com

TRANSIMEX CENTRAL AFRICA SAU

P.O Box : 2334 BANGUI
Tél : 00 236 750 399 33 / 00 237 660 862 732
E-mail : inforca@transimex-cm.com

TRANSIMEX CONGO

P.O Box: 1795 Pointe Noire
Office : 00 242 222 940 882
Fax : 00242 222 940 881

